

Comment l'Elysée instrumentalise la banlieue

Soumis par Fabien Eloire
08-01-2008

Après les émeutes de Villiers-le-Bel, Nicolas Sarkozy lançait aux forces de l'ordre : « Il y a une nouvelle génération de flashballs, n'hésitez pas à l'acheter. 40 mètres c'est mieux que 10 mètres ». Cibles prioritaires : les voyous et les immigrés, assimilés abusivement à la banlieue. Analyse d'un discours tout sauf angélique.

C'était l'une des priorités de sa campagne. Pourtant le « plan Marshall pour les banlieues » a déjà été plusieurs fois reporté par le gouvernement de Nicolas Sarkozy. Bizarre : d'autres réformes, comme le « paquet fiscal » ou la remise en cause des régimes spéciaux de retraite, ont été moins longues à mettre en place... La crise de Villiers-le-Bel, fin novembre 2007, rappelle l'urgence de trouver des solutions. Ni une, ni deux, Nicolas Sarkozy livre son analyse de la situation. Face à deux mille policiers et gendarmes au garde-à-vous, le Président détaille sa vision de la société française (discours du 29/11/07 en PDF). Une vision qui n'est pas sans rappeler les meilleurs westerns : d'un côté, les bons, de l'autre les brutes et les truands. Il n'y aurait donc pas une seule société, mais deux : nous et eux... (cf. aussi l'encadré ci-dessous), D'un côté, la majorité, les bons citoyens, les républicains, les gens honnêtes, de bonne volonté, travailleurs. De l'autre, la minorité, les voyous, les mal intentionnés, les malhonnêtes, les sans scrupules, les glandeurs. C'est la République face à la « voyoucratie ».

Compassion (sélective) envers les victimes

La « victime » est au centre du discours de Nicolas Sarkozy. « Moi, je veux me mettre du côté des victimes, de ceux qui souffrent dans leur chair et dans leur vie quotidienne », martèle le président. L'intention serait louable, si elle n'était pas instrumentalisée à sens unique, celui du tout sécuritaire. D'un côté le discours présidentiel se veut compassionnel envers « les plus humbles, ceux qui vont travailler tôt le matin, qui empruntent parfois tard le soir les transports en commun pour rentrer chez eux, qui souffrent le plus durement de l'insécurité ». De l'autre il fait dans la surenchère à la fermeté : « il faut maintenant que la société fasse les choses clairement. (elle soit) plus sévère à l'endroit de celui qui a que comme seule idée d'empoisonner la vie des autres ». Compassion et fermeté, donc, c'est la panoplie complète du petit séducteur de l'électorat frontiste et du grand vainqueur de la dernière présidentielle.

En prenant le parti des victimes, Nicolas Sarkozy s'érige en juge. Juge de dire qui est « victime » et qui ne l'est pas. Il affirme réfuter « toute forme d'angélisme qui vise à trouver en chaque délinquant une victime de la société, en chaque émeute un problème social », et estime que si « c'est bien de parler des délinquants, c'est mieux de parler des victimes ». On parle beaucoup des délinquants, de ce qu'ils pensent, de ce qu'ils ont vécu... moi j'aimerais qu'on parle des victimes ». Le procédé est habile : en refusant aux délinquants le statut de victimes « de la société », le président dédouane la collectivité, et notamment l'Etat, de ses responsabilités en matière de politique sociale et économique. Aussi, en affirmant que « ce qui s'est passé à Villiers-le-Bel n'a rien à voir avec une crise sociale », il tend à discréditer tout un pan de travaux sociologiques. Tels ceux de Stéphane Beaud et Michel Pialoux qui, en replaçant les émeutes dans leur contexte historique, montrent que celles-ci sont, en fait, symptomatiques de profonds maux sociaux. Ou ceux de Laurent Muchielli qui, statistiques à l'appui, interprètent la sur-délinquance, très médiatisée, des étrangers avant tout comme une « sur-délinquance de miséreux, petits voleurs à la tire et à l'étalage, bagarreurs, petits trafiquants de drogue et meurtriers de la misère ».

Un véritable plan de bataille

Le regard sociologique, qui considère les actes de délinquance comme des « faits ou actions sociales », permet de montrer que ceux-ci ne sont pas tant liés à la « morale » ou à la « culture » des individus (à leur statut d'immigré par exemple) qu'aux conditions matérielles d'existence de ces individus. Mais Nicolas Sarkozy se refuse à analyser la situation dans les banlieues françaises en ces termes. Il taxe ceux qui le font, comme les sociologues ou plus généralement la gauche de gauche, de « donneurs de leçons » prônant « l'angélisme » et le « laissez-faire ». Pour lui, il ne fait aucun doute que « quand on veut expliquer l'inexplicable, c'est qu'on s'apprête à excuser l'inexcusable ». Alors, avec son gouvernement, il propose de « combattre l'impuissance publique » et de « restaurer l'autorité de l'Etat ». Son objectif étant « la défense et la protection des valeurs de la République » qui, selon lui, seraient sinon menacées ou, du moins, en voie de déstabilisation... Son discours aux forces de l'ordre prend ainsi l'allure d'un véritable plan de bataille. D'après lui, si « le phénomène des bandes n'est pas nouveau, il réapparaît dans les quartiers et les transports en commun », et il convient de « s'adapter à ces nouveaux comportements ». Il faut donc « repenser nos modes d'organisation, en prenant en compte de façon plus étroite la notion d'agglomération ou de plaque urbaine ». Les priorités sont aussi de combler le « retard » en matière de biométrie, de vidéosurveillance « pas seulement statique, mais aussi embarquée » dans les véhicules, de doter la police et la gendarmerie de « moyens aériens mobiles », et d'équiper les agents en « pistolets à impulsions électriques dont le contact est plus personnel », ou en flashballs « nouvelle génération ». « N'hésitez pas à les acheter, s'exclame-t-il, 40 mètres c'est mieux que 10 mètres » !

Remake des invasions barbares

Mais pour tirer sur quelles cibles ? Qui sont les agresseurs contre lesquels la République doit « défendre et protéger ses valeurs » ? Nicolas Sarkozy le dit et le répète, ce sont les « immigrés en situation irrégulière ». « Si on avait pensé à la maîtrise de la politique d'immigration, depuis trente ans dans notre pays, on ne connaîtrait pas un certain nombre de situations que nous connaissons aujourd'hui ». Ce discours accrédite la thèse d'un « remake » façon invasions barbares et de la présence d'un ennemi désormais intérieur. De la part de dirigeants d'extrême droite, c'était déjà inquiétant, mais de la part de ministres en exercice et d'un président élu au suffrage universel, ça est encore plus. Ce discours accrédite aussi la thèse d'une « américanisation », d'une « ghettoïsation », des banlieues françaises. Ce que réfute pourtant le sociologue Loïc Wacquant. L'analyse comparative des ghettos noirs et des banlieues françaises montre selon lui que, si ces espaces urbains cumulent tous deux « handicaps économiques, dislocations sociales, et image ethnicisée et dévalorisée », les premiers se caractérisent par des taux de pauvreté bien plus élevés, et des formes de criminalité et de dangerosité bien plus palpables.

Nicolas Sarkozy a aussi son explication des problèmes rencontrés dans les banlieues : ils seraient principalement dus au « défaut d'intégration » de certains groupes d'individus. « Ceux qui ne veulent pas respecter les règles d'installation en France, hé bien écoutez ils ne veulent pas ils ne seront pas tenus de rester dans notre pays ». A ce type de déclaration, s'adosse une politique d'immigration agressive vis-à-vis des personnes sans papiers, et régressive à l'encontre du droit d'asile. Une politique qui ouvre aussi la porte à toutes sortes d'abus et de situations révoltantes sur le plan des Droits de l'homme (cf. le recensement sur le site de RESF), dans le seul but de remplir un quota arbitraire de « 25 000 reconduites à la frontière pour 2007 ». Pourtant, à ceux qui reprocheraient au président de chercher à « faire du chiffre avec la misère humaine », il n'hésite pas à répondre, en homme de bon sens, que « si on n'exclut pas ceux qui n'ont pas de papier, à quoi ça sert en donner à ceux qu'on veut accueillir ? »

Raccourcis et amalgames

En instrumentalisant ainsi les « problèmes » des banlieues à des fins électoralistes, le discours politique actuel contribue à populariser des arguments fondés sur des raccourcis hâtifs et des amalgames.

Premier argument. Si le constat d'un lien entre délinquance et immigration irrégulière semble se vérifier dans les statistiques policières, il mérite vraiment d'être nuancé. Comme le font remarquer Loïc Wacquant ou Laurent Muchielli, la délinquance des cités s'apparente moins à une véritable criminalité qu'à une délinquance de « miséreux », essentiellement due aux mauvaises conditions matérielles et économiques d'existence (chômage de masse, précarité, cadre de vie dégradé, trafics en tous genres, économie souterraine, etc.) des étrangers vivant sur notre territoire. Bref, si un lien mérite d'être fait, ce n'est pas entre délinquance et immigration irrégulière, mais entre délinquance et misère économique.

Deuxième argument. Si les banlieues françaises concentrent une part importante d'étrangers immigrés, les jeunes (dont auxquels on reproche de participer aux émeutes) n'en font généralement pas partie, étant de nationalité Française, issus de l'immigration certes, mais de deuxième voire troisième génération. Comme l'explique le sociologue Robert Castel, ces jeunes accumulent les contre-performances sociales, on ne les traite pas « comme des citoyens à part entière », ce sont des « étrangers de l'intérieur ». C'est ainsi que le discours sécuritaire s'appuie-t-il sur des idées xénophobes : « un retour de la race sur la scène politique et sociale » diagnostique Robert Castel.

De là découle un troisième argument. Si les jeunes des cités sont, en réalité, des Français exaspérés par la « discrimination négative » dont ils sont victimes, alors les expulsions de sans-papiers ne risquent pas de régler quoi que ce soit, et les thèses reposant sur les idées d'« invasions barbares » ou de « refus d'intégration » sont contrefactuelles. Le « plan de bataille » de Nicolas Sarkozy serait alors la dimension visible d'un mouvement visant à diviser la société française, à monter des citoyens français contre d'autres citoyens français. Paradoxal, de la part d'un homme qui se revendique « président de tous les Français ».

Guerre civile larvée

C'est pourquoi il serait sans doute plus pertinent d'interpréter la situation dans les banlieues françaises sous l'angle de la guerre civile plutôt que sous l'angle de l'invasion et de l'ennemi intérieur. Une guerre civile qui serait, certes, encore loin d'atteindre l'ampleur qu'elle a prise au sein des ghettos noirs américains, mais dont les manifestations se font bel et bien de plus en plus violentes. Le prouvent les événements de 2005 et, dernièrement, ceux de Villiers-le-Bel. Une guerre civile qui prendrait une forme larvée et conjoncturelle, qui serait une variante moderne des luttes de classe chères à Marx, une expression des injustices sociales et économiques les plus criantes de nos sociétés capitalistes occidentales, et une manifestation de l'exaspération des classes populaires confrontées à de multiples formes de marginalisation et de relégation urbaine, culturelle, ethnique...

Dans ce contexte, certains hommes politiques « respectables » ont bien compris qu'exagérer l'importance du seul facteur ethnique, dans l'explication politique de la crise des banlieues françaises, était susceptible d'offrir un véritable bénéfice électoral. Et ce n'est pas tout, la dimension xénophobe n'est pas la seule face du discours sécuritaire. Politiquement parlant, celui-ci s'accompagne d'un type spécifique de « gouvernementalité » comme dit Michel Foucault, au centre duquel se trouve la prison (cf. à ce propos notre entretien avec l'historienne Michèle Perrot). Il suffira alors de comparer les taux d'incarcération par habitant aux Etats-Unis (751 détenus pour 100 000 habitants) et en France (85) pour constater que notre pays a, dans ce domaine, encore de belles marges de

manœuvres. Mais, est-ce vraiment de cette société-là que nous voulons ?

Repères bibliographiques Beaud, St., Pialoux, M., Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses, Paris, Fayard, 2003. Castel, R., La discrimination négative : citoyens ou indigènes ?, La république des idées, Seuil, 2007. Muchielli, L., Délinquance et immigration : des préjugés à l'analyse, Les Cahiers français, n°308, 2002. Wacquant, L., Parias urbains : ghettos, banlieues, Etat, La Découverte, 2006.

« La thèse de l'unité démocratique du monde réalisée par le marché est entièrement fausse »

Dans un petit livre polémique, paru récemment, le philosophe Alain Badiou livre ses analyses au vitriol de la France et du monde contemporains. Analyses dont témoigne ce passage éclairant, qui replace dans une perspective plus large de mondialisation capitaliste et financière, le retour au premier plan du racisme et de la xénophobie d'Etat. Et ce, au nom de principes démocratiques...

« Le monde de la mondialisation est uniquement un monde des objets et des signes monétaires, un monde de la libre circulation des produits et des flux financiers (...). Il n'est pas vrai que dans ce monde, existent librement des sujets humains. Pour commencer, ils n'ont absolument pas le droit de circuler et de s'installer où ils veulent. Dans leur écrasante majorité, les femmes et les hommes n'ont nullement accès au monde des marchandises et de la monnaie. Ils sont sévèrement enfermés à l'extérieur, là où il n'y a que peu de marchandises et pas de monnaie. "Enfermement" est ici très concret. Partout dans le monde, on construit des murs (...). Toujours des murs pour que les pauvres restent enfermés chez eux. Sans compter les murs des prisons, car les prisons sont devenues chez les riches une industrie rentable (...).

Aujourd'hui il n'y a pas de monde des humains, au sens précis où, derrière la propagande sur la mondialisation, la thèse qui gouverne des politiques de plus en plus violentes et fermées est qu'il y a deux mondes, au moins (...). Pourquoi ce que les politiciens et la presse asservie des pays occidentaux appellent (en France, l'expression vient de Le Pen) le "problème de l'immigration" est-il devenu dans tous les pays concernés, une donnée fondamentale de la politique des Etats ? Parce que tous ces étrangers qui arrivent, qui vivent et qui travaillent ici, sont la preuve que la thèse de l'unité démocratique du monde réalisée par le marché et par la "communauté internationale" est entièrement fausse. Si elle était vraie, nous devrions accueillir ces "étrangers" comme des gens du même monde que nous (...).

Mais ce n'est pas du tout ce qui se passe. La conviction la plus répandue, et que les politiques gouvernementales ne cessent de vouloir renforcer, est que ces gens viennent d'un autre monde. Voilà le problème. Ils sont la preuve vivante que notre monde démocratique et développé n'est pas, pour les tenants de l'ordre capitaliste dominant, le monde unique des femmes et des hommes. Il existe chez nous des femmes et des hommes qui, quoiqu'ils vivent et travaillent ici comme tout un chacun, n'en sont pas moins considérés comme venus d'un autre monde. Le dollar ou l'euro sont partout les mêmes ; les dollars et les euros que possèdent ces étrangers venus d'un autre monde, tout le monde les accepte volontiers. Mais eux, dans leur personne, leur façon d'exister, on s'efforce de nous dire qu'ils ne sont pas de notre monde (...).

Bien des gens animés par la peur, et organisés dans cette peur par l'Etat, se demanderont avec anxiété combien il y en a chez nous, combien de ces gens qui viennent d'un autre monde ? Des dizaines de milliers ? Des millions ? Question horrible, quand on y pense. Question qui prépare forcément la persécution, l'interdiction, l'expulsion en masse. Question qui, dans d'autres circonstances, a préparé des exterminations. »

Tiré de Badiou, A., De quoi Sarkozy est-il le nom ? Circonstances, 4, Lignes, 2007.